

l'Hémicycle

EUROPE

N°13 - VENDREDI 9 NOVEMBRE 2001

DIRECTEUR NICOLAS CRESPELLE

LE PARLEMENT EUROPÉEN VICTIME DE LA FAILLITE SABENA



Le Parlement européen a décidé mercredi d'affrêter deux vols charters, pour ceux de ses quelque 3 000 députés, assistants et fonctionnaires qui ne se rendront pas en train de Bruxelles à Strasbourg, la semaine prochaine, pour leurs quatre jours de session plénière mensuelle. La veille, la compagnie aérienne belge, Sabena, avait annoncé sa faillite, la dernière en date des catastrophes industrielles d'un secteur aérien européen en plein marasme.

Monsieur OMC

Il sera la voix de l'Europe dans les prochaines négociations à l'Organisation mondiale du commerce qui s'ouvrent à Doha le 9 novembre. Le Français Pascal Lamy en expert froid et réfléchi a peaufiné ses arguments. Il devra concilier l'inconciliable et faire valoir «le modèle européen». Chez les quinze, chacun espère que le commissaire justifiera son surnom, «l'exocet», et qu'il ne ratera pas sa cible.

Voir page II

Transports transalpins

Après les drames du Mont-Blanc et du Saint-Gothard, la congestion routière gagne les massifs européens. Les Alpes font d'ailleurs office de laboratoire. Une convention entre la Confédération helvétique et la Commission souhaite développer le ferroviaire. L'Union prévoit, pour 2002, une directive visant à harmoniser la sécurité des tunnels routiers et ferroviaires. Le bout du

Le débat

Quelle représentation pour la société civile dans l'UE ?

Devant les régulières crises de légitimité qui affecte les institutions européennes, la Commission a sorti un Livre Blanc sur le thème «participation de la société civile à la gouvernance». Où en sommes-nous aujourd'hui? Les acteurs sociaux, associatifs, économiques ont-ils le sentiment d'avoir participé à la vie de l'Union? Se sont-ils donnés les moyens de jouer un véritable rôle?

Réponses en pages IV, V, VI et VII

Doha : éviter «la déglingue du système multilatéral»

Il y a des enjeux pour lesquels il est de bon ton de faire taire ses divergences. «Doha est de ceux-là», ont admis les ministres des Affaires étrangères des Quinze. La capitale du Qatar accueillera du 9 au 13 novembre, deux ans après l'échec de Seattle, les délégués de 142 pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'échec, justement, l'Union européenne ne veut pas en entendre parler. D'abord parce que le lancement réussi d'un nouveau cycle de libéralisation des échanges dans le cadre de l'OMC lui permettrait de faire valoir ses intérêts: notamment en matière de subventions agricoles et d'étiquetage des organismes génétiquement modifiés (OGM). Ce sera aussi l'occasion de défendre sa spécificité face au reste du monde, sur le front des clauses sociales et environnementales ou encore de la réduction des inégalités.

Ensuite, et surtout, parce qu'un nouveau fiasco à Doha aurait des répercussions graves à un moment où la récession menace les économies du monde industrialisé. «Sur le plan politique, un échec serait dramatique, ce serait la déglingue du système multilatéral», a mis en garde Annemarie Neyts, ministre belge des Affaires européennes. Désireux de ne pas porter le chapeau de l'éventuelle «déglingue», les Quinze affichent un front uni à quelques jours de la réunion. Certes, leurs ministres seront présents à Doha, mais ils se sont entendus pour laisser, au moins partiellement, les mains libres à Pascal Lamy, commissaire européen chargé du Commerce international, qui mènera la délégation de l'UE.

«Flexibilité» est le mot d'ordre derrière lequel les Quinze ont choisi d'abriter leurs différends. La France, qui menaçait de faire bande à part il y a quelques semaines encore, est rentrée dans le rang comme les autres. La réunion ministérielle de Bruges (début

septembre) durant laquelle François Huwart avait indiqué qu'il envisageait l'échec – une déclaration vite interprétée comme le refus du gouvernement socialiste de tout accord difficilement «vendable» avant les élections de 2002 – est donc clos. «Il ne faut pas oublier qu'entre la réunion de Bruges et aujourd'hui, il y a eu les attentats tragiques du 11 septembre, qui ont quand même changé l'atmosphère et les perspectives», a commenté Annemarie Neyts. La partie n'est pas gagnée pour autant.

Le dernier projet de déclaration préparé par l'OMC pose en effet à l'UE un certain nombre de difficultés. L'objectif d'une «réduction, en vue de leur élimination progressive, de toutes les formes de subventions agricoles à l'exportation» fait logiquement frémir les quinze bénéficiaires d'une politique agricole commune généreuse qui phagocyte 43% du budget de l'Union. Les Européens se font en outre taxer de «protectionnistes déguisés» dès qu'ils réclament des règles internationales respectueuses de l'environnement, ou quand ils veulent sécuriser les investissements. En partant unie pour Doha, l'Union évite un écueil de taille, qui lui a déjà valu des déconvenues dans les enceintes internationales. Cette unité ne sera pas un luxe – si elle tient bon – lorsqu'il lui faudra monter au créneau pour faire valoir sa vision «made in Europe» de la mondialisation des échanges. Au risque de faire figure de soliste dans le concert international.

Olivia Bruyas

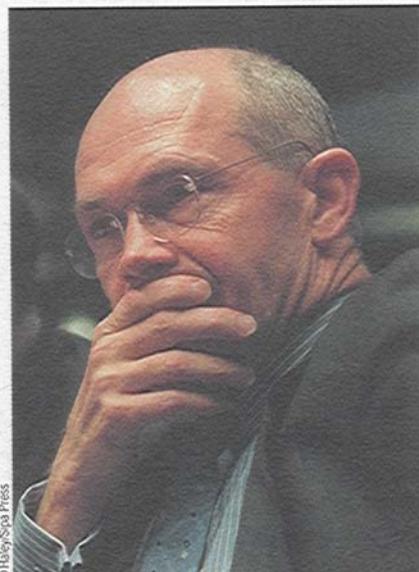
ACTUALITÉ

PORTRAIT : L'ancien n°2 du Crédit Lyonnais a su faire sa place, imprimer sa patte et se rendre indispensable au sein de la Commission. Négociateur et diplomate avisé, il déroute parfois ses interlocuteurs grâce à une mécanique intellectuelle bien huilée.

Droit au but

«Les mouvements anti-mondialistes ont de bons arguments et ils posent de temps en temps, sur certains sujets, de bonnes questions.» Venant du numéro un de la politique commerciale de l'Union européenne, ce bout de déclaration, qui induit une remise en question du dogme (ultra) libéral dominant, a de quoi surprendre. Mais Pascal Lamy a des arguments : «Par exemple, sur la conciliation entre les règles qui protègent les brevets et l'accès des pays en voie de développement aux médicaments. Cela ne veut pas dire pour autant qu'ils aient raison sur tout ni que les solutions qu'ils proposent soient toujours très pratiques.» Chez Pascal Lamy, pas de déclaration à l'emporte-pièce, mais une objectivité d'expert. De fait, il est vain de vouloir prendre le commissaire français en flagrant délit d'incompétence. Il faut dire que ce fonctionnaire de haut vol a été à bonne école, lui qui fut longtemps le chef de cabinet du Jacques Delors. De l'époque, lui est resté un surnom éloquent : «Exocet». Une référence à son allure un rien militaire et à son crâne déplumé, mais surtout à sa manière vigoureuse d'aller droit au but en assenant une série d'arguments imparables. D'ailleurs, aujourd'hui encore, la mécanique intellectuelle bien huilée du commissaire continue à impressionner ses interlocuteurs.

Une défaite sans appel aux élections législatives et un passage de quelques



Pascal Lamy, commissaire européen chargé des relations commerciales internationales

années à la direction d'un Crédit Lyonnais en pleine restructuration post-traumatique, après le retrait de Jacques Delors, ont encore élargi le champ de vision de celui qui, entre-temps, a aussi su gagner quelques galons en politique. Le choc de la réunion de Seattle, qui a vu, il y a deux ans, l'entrée en fanfare du mouvement anti-mondialisation sur la scène mondiale, n'est pas étranger à cette métamorphose. S'ils sont très médiatiques, toutefois, les échanges de Pascal Lamy avec José Bové et ses camarades ne

constituent pas le seul dialogue obligé du commissaire. Négociateur au nom de l'ensemble des pays de l'Union dans les enceintes commerciales internationales, il occupe une position charnière entre les quinze gouvernements européens, auprès desquels il doit rendre compte de ses pourparlers, et le reste du monde, face auquel il incarne l'intérêt communautaire. Un exercice difficile, où plus d'un a déjà échoué.

Dans quelques jours à Doha, Qatar, Pascal Lamy prendra part à une nouvelle négociation mondiale au long cours sous l'égide de l'OMC, où il sera question de démanteler toujours plus de barrières aux échanges tout en préservant, si possible, les possibilités en Europe, de maintenir des politiques environnementales et sociales ou encore favorables au tiers-monde. De quoi occuper à plein temps un homme dont les ambitions ne s'arrêtent pourtant pas là. Aurait-il sinon déploré la «maladie de langueur» contractée par l'Europe depuis Maastricht ? C'est en connaissance de cause que Lamy l'Européen livre son analyse : «Il ne s'est rien passé depuis dix ans. Les projets de réforme piétinent, cafouillent, ni les institutions européennes ni les Etats membres ne sont capables de l'empêcher (...) Il faut repartir de l'essentiel, (...) il faut une dimension plus politique, créer le débat.»

JPD